



Communiqué de presse

Lundi 14 septembre 2015

Comité interministériel sur la ruralité en Haute-Saône : Jean-Michel Villaumé satisfait des annonces du Président de la République

Jean-Michel Villaumé a accueilli ce matin en Haute-Saône le Président de la République, M. François Hollande, venu présider à Vesoul une nouvelle réunion du Comité interministériel aux ruralités.

Après avoir accompagné François Hollande pour une visite de l'entreprise Parisot de Saint-Loup-sur-Semouse, premier fabricant français de meubles en kit employant près de 800 personnes, Jean-Michel Villaumé était convié – avec les principaux responsables politiques locaux et parlementaires élus dans le département - à participer à une table ronde présidée par le Premier ministre.

Au cours de cette réunion, le Gouvernement a notamment annoncé :

- Qu'il inscrirait dans le programme immobilier de l'administration pénitentiaire pour 2017-2020 la construction d'une nouvelle prison de 300 places à Lure, correspondant aux besoins du nord Franche-Comté (le démarrage des travaux est prévu pour 2017-2018) ;
- Qu'il budgétiserait 100 millions d'euros de crédits de paiement, en 2016, pour des travaux de réalisation d'une déviation de la RN 19 au niveau de Port-sur-Saône (le démarrage des travaux est prévu pour 2016) ;
- Que l'Etat signerait avant la fin du mois de septembre, avec ses partenaires, le contrat de redynamisation du site de défense de la base aérienne 116 à Luxeuil, Saint-Sauveur ;
- Qu'il confirmait l'ampleur du financement annoncé pour le déploiement du très haut débit numérique en Haute-Saône ;
- Qu'il apportait son soutien total à l'inscription de la Chapelle de Ronchamp, œuvre de l'architecte Le Corbusier, au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Réaction de Jean-Michel Villaumé à ces annonces :

« Je remercie le Gouvernement d'avoir choisi la Haute-Saône pour la tenue de ce comité interministériel. Le président l'a dit- il a raison - c'est un département qui n'a pas été choisi par hasard car il est emblématique de la situation des territoires ruraux, agricoles et industriels. La Haute-Saône fait partie de ces territoires qui investissent, qui innovent, mais qui ont besoin du soutien de l'Etat dans cette démarche, pour maintenir un haut niveau de services publics de proximité et rester attractifs. »

« Comme je l'ai dit au président ce matin, les attentes des populations, ici, sont fortes et légitimes. Elles craignent le recul des services publics et la désertification médicale. Le rôle de l'Etat, c'est de traduire en actes l'égalité des territoires, qui est l'un des fondements du pacte républicain. Dans les territoires, l'Etat doit mener des politiques publiques concrètes pour répondre aux besoins des populations, besoins traditionnels - comme la santé, l'éducation et les transports - mais aussi besoins nouveaux comme le numérique. Aujourd'hui, les annonces du Gouvernement montrent que ces attentes ont été comprises.»

Au sujet des mesures qui concernent spécifiquement le département :

« Lors de la fermeture de l'ancienne prison de Lure, j'avais plaidé auprès de Christiane Taubira le maintien d'une maison d'arrêt dans cette zone. Aussi, je salue la décision du Gouvernement d'inscrire au programme triennal 2017-2020 la construction d'une nouvelle prison. De même, le déploiement du très haut débit et la réalisation d'une déviation sur la RN19 étaient des mesures très attendues. Enfin, je suis satisfait que le contrat de redynamisation du site de défense de la BA 116 soit finalisé et en voie d'être rapidement signé. »

Au sujet des mesures qui concernent l'ensemble du territoire :

« Je me réjouis des mesures annoncées ce matin par le Président de la République pour l'ensemble des territoires ruraux qui rencontrent les mêmes problématiques que la Haute-Saône. Je salue en particulier les mesures prises pour lutter contre la désertification médicale – les 1700 contrats pour l'installation de jeunes médecins, l'implantation de nouvelles maisons de santé, la formation de 700 médecins correspondant du Samu – ainsi que le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement qui vise à la rendre plus juste et, enfin, l'annonce faite par le Président de la République d'accorder un milliard d'euros de crédits supplémentaires pour l'investissement dans les territoires. Cela va dans le bon sens. Ce qu'il faut, c'est donner les moyens aux collectivités territoriales d'agir davantage. »